

Michel Husson

Le capitalisme après la « nouvelle économie »¹

Ce chapitre est une sorte de synthèse de travaux antérieurs, et s'articule autour de deux thèses principales qui pourraient sembler contradictoires mais qui, en réalité, se complètent. La première consiste à affirmer que la phase actuelle du capitalisme ne constitue en rien un dépassement ou un déplacement de ses contradictions. Le capitalisme d'aujourd'hui tend à ressembler à son idéal-type et les difficultés qu'il affronte sont, pourrait-on dire, d'un absolu classicisme. Le mouvement du capital que l'on nomme mondialisation est une régression par lequel il cherche à se libérer de toutes les contraintes, normes et institutions qui avaient progressivement encadré et régulé son fonctionnement. La revendication du capital, exprimée avec une force inédite, est l'extension sans fin du champ de la marchandise. Le programme néo-libéral se ramène à ceci : transformer tout ce qui peut l'être en marchandise, du timbre-poste aux retraites, de la force de travail au vivant. Une bonne partie d'un travail critique porte donc sur les prétentions à la modernité d'un tel processus. Ces habillages, qui insistent sur la nouveauté absolue des transformations du capitalisme, fait obstacle à la claire compréhension de la crise, en faisant porter toute l'attention sur des aspects au fond secondaires, qu'il s'agisse des nouvelles technologies ou du poids de la finance.

Ce travail de déblayage critique est un préalable nécessaire pour dégager la véritable nouveauté du capitalisme contemporain. La deuxième grande thèse ici défendue est que, pour la première fois dans son histoire, le capitalisme apparaît à une échelle très large, et sur des problèmes majeurs et très concrets, comme un mode de reconnaissance et de satisfaction des besoins sociaux dépassé. L'ampleur de l'offensive néo-libérale ne s'explique que par la profondeur de cette crise systémique. Elle a pour effet de radicaliser toutes les luttes sociales, puisque toute demande, même très « réformiste » se heurte immédiatement à une fin de non-recevoir. Le capitalisme contemporain n'a que le mot de flexibilité à la bouche, mais il se montre quant à lui extraordinairement rigide, incapable de concevoir un compromis social légitime. Telle est la base matérielle de la remontée de l'anticapitalisme, qui fait apparaître la nécessité de dessiner plus clairement les lignes de force d'un projet de transformation sociale adapté à ce fonctionnement systématiquement régressif du capitalisme contemporain.

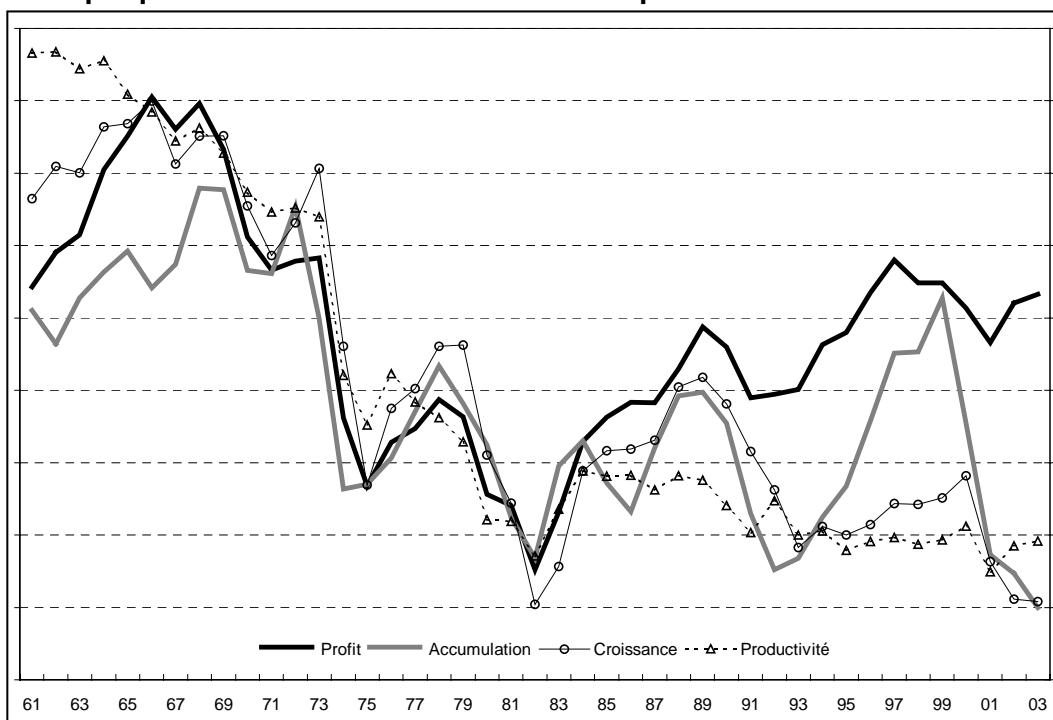
1. Profit sans accumulation ?

Depuis le tournant néo-libéral intervenu au début des années 80, la reprise du taux de profit n'a pas entraîné une augmentation, durable et généralisée, de l'accumulation et de la croissance (graphique 1). La comparaison entre profit et accumulation permet de distinguer deux phases fortement contrastées. Jusqu'au début des années 80, ces deux grandeurs varient de concert ; elles fluctuent à des niveaux élevés durant les années 60 puis se mettent à baisser, en deux temps, d'abord les Etats-Unis, puis le Japon et l'Europe. La reprise qui se situe entre les deux chocs pétroliers ne freine cette chute que de manière transitoire. Les deux autres courbes, celles de la croissance et de la productivité évoluent en phase. C'est donc l'ensemble du cercle vertueux des années fordistes qui se dérègle. La dynamique du capital, mesurée par ces quatre variables fondamentales, fait apparaître une grande cohérence, dans la prospérité comme dans la crise.

L'histoire qui suit, celles des deux dernières décennies, peut se résumer ainsi : le taux de profit tend à se rétablir régulièrement (au moins jusqu'en 1997) mais il ne réussit pas à entraîner les autres variables, ou seulement de manière transitoire. A la fin des années 80, l'économie mondiale semble dopée par le krach de 1987 et, contre toute attente, semble redémarrer de plus belle. La croissance reprend et, avec elle, l'accumulation. Il est amusant de rappeler que cette période est caractérisée par un regain d'intérêt pour les cycles longs. Les articles de presse et les déclarations optimistes se multiplient alors, pour annoncer vingt nouvelles années de croissance.

¹ in Christian Zeller (Hrsg.), *Die globale Enteignungsökonomie*, Verlag Westfälisches Dampfboot, Münster (2004).

Graphique 1. Les courbes de l'économie capitaliste mondiale 1961-2003



Moyennes pondérées selon le PIB pour le « G6 » (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie)
Source : OCDE, *Perspectives économiques*, 2003

Le soulagement d'avoir évité une crise profonde qui menaçait depuis le tournant vers l'économie de l'offre conduit à une forme d'euphorie que l'on retrouvera un peu plus tard avec la « nouvelle économie ». Les plus sceptiques se préparent presque, en leur for intérieur, à admettre l'entrée dans une nouvelle phase. Encore plus que la foi dans les technologies, ce sont les références au toyotisme qui jouent un rôle idéologique majeur dans ce climat. Le « nouveau modèle de travail » semble être la source de nouveaux gains de productivité, et sa généralisation est perçue comme le vecteur d'un nouveau mode de régulation. Il faut malheureusement déchanter assez vite. Le retournement s'effectue dès le début des années 90 (un peu avant la guerre du Golfe), et il conduit à une récession particulièrement sévère en Europe. C'est à partir de ce moment aussi, mais on n'en prendra conscience qu'un peu plus tard, que le Japon s'enlise dans une croissance à peu près nulle.

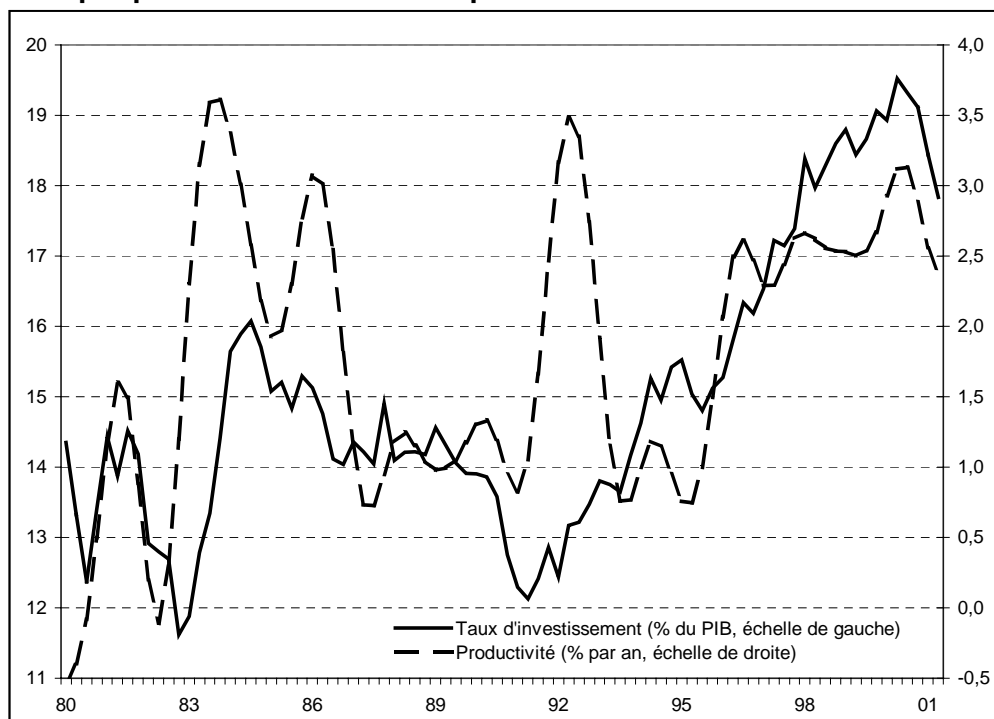
Toujours sur le même graphique 1, on peut repérer l'espoir suscité par la « nouvelle économie ». La période 1996-2000 est marquée par une reprise très marquée de l'accumulation qui semble pratiquement combler l'écart avec le niveau atteint par le taux de profit. Mais, cette fois encore, le mouvement ne dure pas, et se retourne pour des raisons très classiques. Il ne s'est de toute manière pas étendu au reste du monde : la reprise en Europe a d'autres ressorts que les nouvelles technologie et demeure un épisode conjoncturel. Enfin, sauf peut-être aux Etats-Unis, la « nouvelle économie » n'a pas qualitativement inversé une tendance historique de ralentissement de la productivité du travail. C'est sans doute là que se trouve la cause profonde qui empêche d'entrer dans une nouvelle onde longue expansive.

2. « Nouvelle économie » ou cycle *high tech* ?

On trouve chez les partisans de la « nouvelle économie » une résurgence paradoxale d'un marxisme vulgaire, selon lequel la technique décide de tout. Puisqu'il y a des nouvelles technologies, il doit donc y avoir aussi plus de productivité, plus de croissance et plus d'emplois. Personne ne songerait évidemment à nier l'ampleur intrinsèque des innovations technologiques dans le domaine de l'information et de la communication, et ce sont les autres maillons du raisonnement qui font problème. Un prix Nobel, Robert Solow, a même donné son nom à un paradoxe qui consistait précisément à remarquer que l'informatisation ne donnait pas lieu aux gains de productivité attendus. Apparemment, le récent cycle de croissance aux Etats-Unis a mis fin à ce paradoxe, puisque l'on a enregistré un bond en avant des gains de productivité.

Toute la question est de savoir si la reprise de la productivité aux Etats-Unis est un phénomène durable. Elle pourrait, dans ce cas, permettre d'amorcer une nouvelle phase de croissance longue, ce que les économistes appellent un « Kondratieff ». La plupart des éléments disponibles montrent qu'il s'agit plutôt d'un cycle *high tech*. Jusqu'en 1995 environ, le cycle économique s'est d'ailleurs normalement déroulé aux Etats-Unis et c'est en réalité sur une période très courte (1996-2000) qu'ont été repérés des comportements atypiques, et notamment l'accélération de la productivité. Mais on a pu observer simultanément à un bond en avant impressionnant de l'investissement. Le taux d'investissement oscillait entre 12 et 16 % du PIB et n'avait atteint ce dernier seuil qu'aux points les plus élevés de la conjoncture, en 1965, 1979, 1985. Ce plafond est à nouveau franchi en 1997, puis le taux d'investissement ne cesse d'augmenter, jusqu'à représenter 19,5 % du PIB en 2000. Autrement dit, le taux d'investissement était supérieur de l'ordre de trois points de PIB à sa moyenne (graphique 2) pendant cette courte période.

Graphique 2. Investissement et productivité du travail aux Etats-Unis



Source : Bureau of Economic Analysis <<http://www.bea.gov>>

Le lien entre les gains de productivité et l'investissement apparaît clairement (graphique 2) et peut être confirmé par l'économétrie. Nous avons utilisé à cet effet une équation très simple (encadré 1) ; estimée sur longue période (1961-1994), elle restitue convenablement l'évolution observée. La productivité du travail y est expliquée par trois variables : le capital par tête et le niveau de la production. Le capital par tête mesure la substitution capital-travail qui est au fondement des gains de productivité. La croissance de la production incorpore un effet de conjoncture et mesure l'effet positif de ce que Smith appelait « l'étendue du marché » : une croissance plus rapide de la demande favorise l'incorporation des nouvelles méthodes de production et permet de profiter des effets d'échelle. Bref, la productivité du travail dépend à la fois de l'intensité capitalistique et de la croissance des débouchés.

Encadré 1

Une estimation économétrique de la productivité du travail aux Etats-Unis

$$\text{prod} = 0,54 \text{ kn} + 0,45 \text{ q} + 0,33 \text{ dq} - 0,64$$

$$(3,5) \quad (4,7) \quad (4,9) \quad (1,3)$$

1961-1994 $R^2 = 0,75$

prod taux de croissance de la productivité du travail

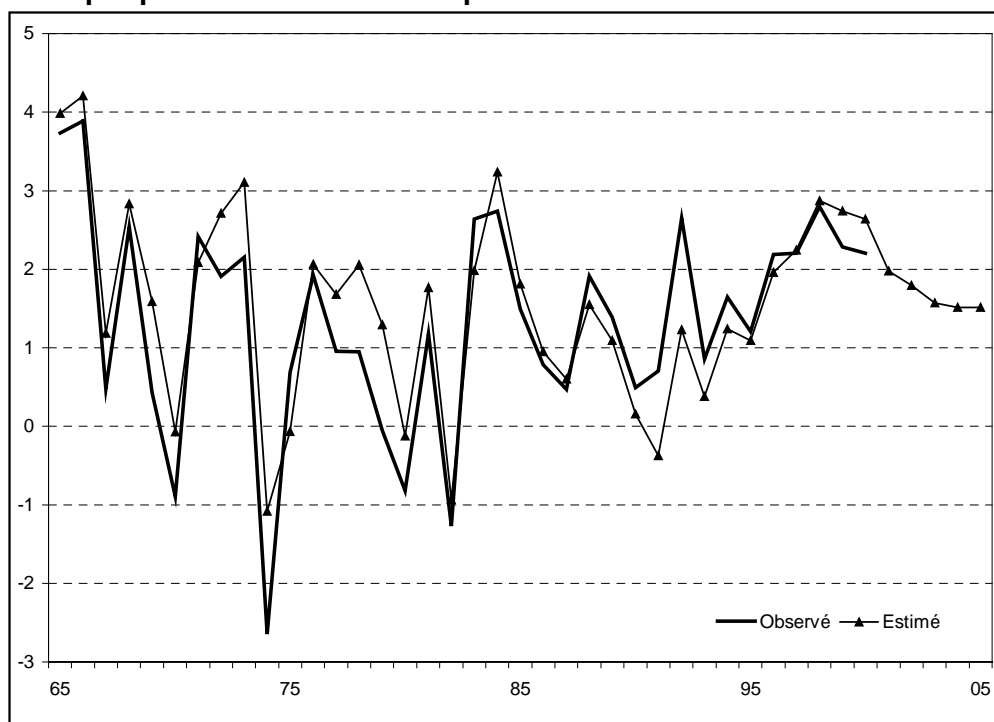
kn taux de croissance du capital par tête

q taux de croissance de la production

dq variation du taux de croissance de la production

Cette relation a ensuite été utilisée en projection, sur la période 1995-2003, sur laquelle la productivité du travail a été estimée en fonction des valeurs observées pour les variables explicatives (graphique 5). Sur la période de la « nouvelle économie » (1996-2001) l'équation restitue correctement l'évolution de la productivité du travail. Elle sous-estime le rebond récent qui semble coïncider aux Etats-Unis avec les inflexions cycliques (+3,9 % de productivité en 1983 ; + 3,7 % en 1992 ; +3,8 % en 2002). Rétrospectivement, les gains de productivité associés à la « nouvelle économie » n'ont rien d'exceptionnel par rapport aux évolutions passées : l'effort d'investissement et une demande soutenue suffisent à en rendre compte.

Graphique 3. Croissance de la productivité du travail aux Etats-Unis



Source : OCDE, *Economic outlook*

On constate alors qu'il en devrait être de même pour la productivité du travail. Autrement dit, la croissance de la productivité du travail n'est pas un acquis irréversible, indépendant du taux d'investissement et du dynamisme de la demande. On rejoint ici la thèse assez pessimiste du journaliste de *Business Week*, Michael Mandel, qui est pourtant l'un des inventeurs du concept de « nouvelle économie »².

2. Suraccumulation et baisse du taux de profit

Cette analyse de la productivité est centrale, parce que c'est seulement sa croissance plus soutenue qui pourrait permettre d'envisager un nouveau mode de croissance reposant notamment sur un niveau plus élevé de taux de profit.

Dans le champ du marxisme, une décomposition binaire du taux de profit renvoie à la formule classique qui fait dépendre le taux de profit du taux d'exploitation et de la composition organique du capital. Mais ces deux dernières grandeurs ne sont pas séparables, puisque l'une et l'autre dépendent de la productivité du travail (celle dont nous venons de parler). En isolant cette composante, on voit alors apparaître une double détermination :

- le taux d'exploitation dépend de l'évolution relative du salaire et de la productivité du travail ;
- l'efficacité du capital dépend de l'évolution relative du capital par tête et de la productivité du travail.

La courbe du taux de profit dépend donc de l'évolution relative de trois grandeurs, qui sont le salaire réel, la productivité du travail (produit par tête) et la composition du capital (capital par tête). Ce sont donc trois grandes déterminations (fonction de production, étendue du marché et norme salariale) qui contribuent à définir le taux de profit, non pas seulement comme une mesure de la rentabilité du capital mais comme un indicateur synthétique de la cohérence de son

² Michael J. Mandel, *The coming Internet depression*, Basic books, New York, 2000.

fonctionnement. Cette approche s'inspire de celle de Mandel³, qui distingue quant à lui six « variables partiellement indépendantes » :

- 1) la composition organique du capital en général et dans les deux sections ;
- 2) la répartition du capital constant entre capital fixe et capital variable ;
- 3) l'évolution du taux de plus-value ;
- 4) l'évolution du taux d'accumulation ;
- 5) la durée du cycle de renouvellement du capital ;
- 6) les relations d'échange entre les deux sections.

La thèse que soutient Mandel est que « l'histoire du capitalisme, à la fois histoire du développement de ses contradictions et de sa logique interne, ne peut être appréhendée et comprise qu'en fonction du jeu combiné de ces six variables. Les fluctuations du taux de profit sont le séismographe de cette histoire, parce qu'elles expriment le plus clairement le résultat de ce jeu combiné ». Ce point de vue implique aussi que le rétablissement du taux de profit peut revêtir une signification différente selon qu'il est obtenu par un blocage salarial, par un regain de productivité ou par un ralentissement de la substitution capital-travail.

De manière synthétique, on peut dire que le taux de profit va monter ou baisser selon que l'augmentation du salaire réel est ou n'est pas compensée par l'amélioration de la « productivité globale des facteurs », définie comme une moyenne pondérée de la productivité du travail et de la productivité du capital. L'optimisme de la « nouvelle économie » prenait en outre appui sur deux autres caractéristiques supposées de la croissance récente : les gains de productivité seraient relativement peu coûteux en capital et la baisse du taux de chômage ne conduirait pas à un dérapage inflationniste.

Les pronostics optimistes sur le coût de l'investissement invoquaient la baisse du prix relatifs des biens d'équipement correspondant aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Autrement dit, on achète beaucoup d'ordinateurs, mais des ordinateurs dont le prix est en baisse, de telle sorte que cette baisse de prix compense l'augmentation du volume de capital. Cette idée est vraie sectoriellement, mais fautive globalement. L'investissement en nouvelles technologies a été très concentré dans un petit nombre de secteurs où la compensation par la baisse des prix a effectivement joué, mais ce n'est pas vrai pour l'ensemble des entreprises : le taux d'investissement en pourcentage du PIB reste très élevé, même si on le mesure aux prix courants. Mais ce n'est pas tout : le capital est une grandeur à plusieurs dimensions qui dépend aussi de sa vitesse de rotation, autrement dit de sa durée de vie. Or, les nouveaux biens d'équipement se caractérisent par un taux de dépréciation très élevé⁴ et l'alourdissement du capital qui en résulte n'a pas été neutralisé par les effets-prix.

De ce point de vue, le cycle *high tech* présente une combinaison qui n'est pas forcément optimale du point de vue du profit. Depuis le milieu des années 80, l'économie des Etats-Unis était caractérisée par une augmentation régulière de la « productivité » du capital, autrement dit par une baisse du volume de capital par unité produite. Sur cette même période, le salaire réel et la productivité du travail progressaient parallèlement à un rythme assez faible, un peu inférieur à 1 % par an. Dans ces conditions, le taux de profit se rétablit régulièrement en raison des économies en capital⁵. La « nouvelle économie » bouleverse ce schéma en introduisant un supplément de productivité du travail ; mais ce dernier se révèle coûteux du point de vue de l'alourdissement du capital, et s'accompagne de risques accrus de revendications salariales.

La dialectique de l'ancien et du nouveau est difficile à manier. L'effondrement des illusions fondées sur la nouvelle économie permet d'éclairer un certain nombre de débats et de mettre à

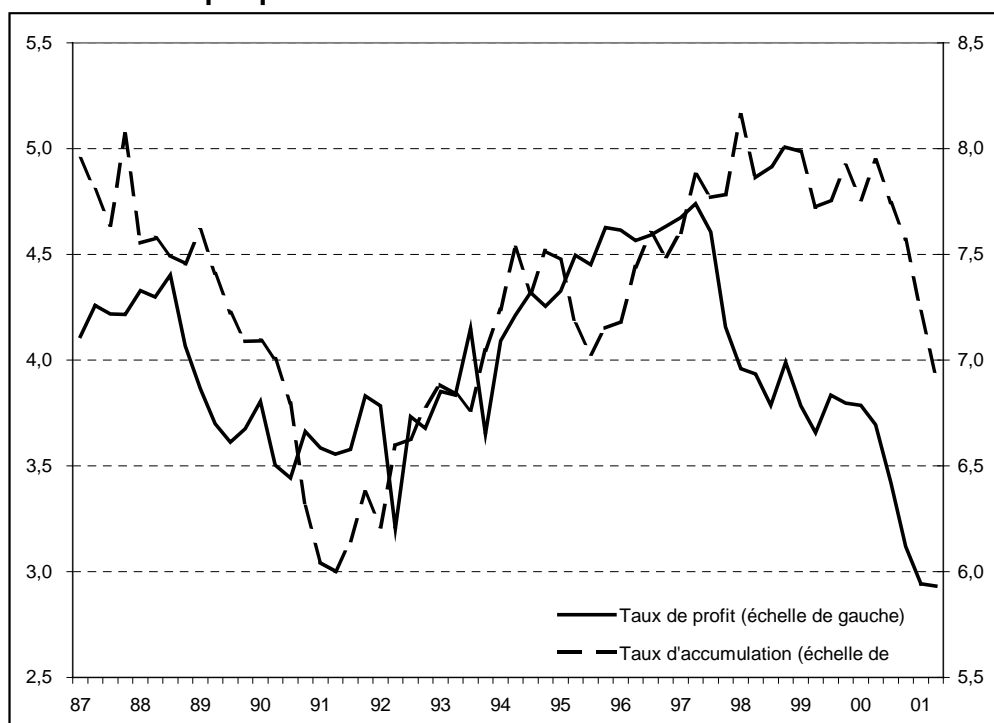
³ Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt, 1972 ; édition française : *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion, 1997.

⁴ Stacey Tevlin et Karl Whelan, « Explaining the investment boom of the 1990s », *Finance and Economics Discussion Series* n° 2000-11, Federal Reserve System <<http://econpapers.hhs.se/paper/fipfedgfe/2000-11.htm>>

⁵ Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Crise et sorties de crise*, PUF, 2000.

mal un certain nombre de théorisations hâtives. Le modèle de capitalisme patrimonial proposé par Michel Aglietta⁶ n'aura pas résisté à la nouvelle conjoncture. Son hypothèse fondamentale était que la « net économie » allait procurer au capitalisme une source renouvelée de productivité permettant de stabiliser le taux de profit à un niveau élevé tout en redistribuant une partie du produit, non sous forme de salaire mais sous forme financière. Les nouvelles technologies étaient invoquées, dans la plus belle tradition du marxisme kominternien, comme la source automatique de nouveaux profits et d'un nouveau modèle social. Ce soufflé est aujourd'hui retombé et ces constructions abstraites n'ont pas résisté aux coups de boutoir des vieilles lois et des vieilles contradictions capitalistes.

Graphique 4. Profit et accumulation aux Etats-Unis



Source : Bureau of Economic Analysis <<http://www.bea.gov>>

Marx is back, a pu titrer l'économiste Patrick Artus, qui n'est pourtant pas un radical⁷. Mais pour qui se donne la peine d'aller y voir, la fin de la nouvelle économie provient d'un recul du taux de profit qui lui-même résulte d'une suraccumulation de capital. On a eu un peu plus de productivité du travail, mais elle a été chèrement payée par un surinvestissement finalement coûteux. Tant que les profits escomptés étaient à la hausse, l'extraordinaire autonomisation des cours boursiers par rapport aux « fondamentaux » a pu sembler être le trait durable d'une nouvelle manière de créer de la valeur. A partir du moment où les profits réellement perçus baissaient, on entrait dans une « crise des ciseaux » : la courbe du profit ne montant pas au ciel, il fallait que celle de la Bourse redescende sur terre.

En réalité, il suffisait de consulter les statistiques officielles pour constater que le taux de profit avait commencé à baisser aux Etats-Unis dès 1997-98⁸, alors que le taux d'accumulation se maintenait à un niveau élevé (graphique 3). Le retournement de la rentabilité pouvait s'observer

⁶ voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

⁷ Patrick Artus, *Karl Marx is back*, CDC Flash n°4, janvier 2002 <<http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf>> et en anglais : <<http://hussonet.free.fr/marx2e.pdf>>

⁸ Michel Husson, « Ökonomie 2001 oder der große konjunkturelle Umschwung », *Inprekorr* Nr.365, März 2002.

directement sur les profits des entreprises qui baissent de 858 milliards de dollars en 1997 (3ème trimestre) à 761 milliards en 2001 (2ème trimestre).

Cette baisse récente du taux de profit ne résulte pas seulement de l'augmentation de la composition organique du capital, mais aussi d'une baisse du taux d'exploitation : entre 1997 et 2001, la masse des salaires augmente de 30 % entre 1997 et 2001, et le PIB de 21,5 %. Comme l'investissement a continué entre-temps, on débouche assez logiquement sur une suraccumulation qui se manifeste par la constitution de capacités excédentaires par rapport aux conditions de la rentabilité. En août 2001, le taux d'utilisation des capacités de production atteint 76,2 %, son point le plus bas depuis la récession de 1982. Cette chute touche particulièrement les industries de haute technologie, où le taux d'utilisation des capacités passe de 88 % en 1995 à 63,4 % en 2001. Ce sont donc les secteurs symboliques de la « nouvelle économie » qui se trouvent les plus touchés par le retournement conjoncturel qui marque la fin de la « nouvelle économie ».

3. Le fétichisme de la finance

Après le taux de profit, c'est la Bourse qui a fortement baissé, mettant à mal une autre illusion suscitée par la « nouvelle économie ». Celle-ci s'était accompagnée d'un envol boursier à peu près sans précédent dans l'histoire du capitalisme, ce qui a pu donner l'impression à des théoriciens hâtifs que l'introduction des nouvelles technologies en bouleversait les lois élémentaires. Le repli boursier est de ce point de vue une formidable leçon de choses et un rappel à l'ordre pratique de la loi de la valeur.

L'extraordinaire progression des cours a été principalement alimentée par les valeurs de la haute technologie dotées d'un marché spécial, le *Nasdaq*. L'illusion majeure était ici que la sphère financière (la Bourse) pouvait diverger durablement de la sphère réelle. D'un point de vue théorique, les cours de Bourse doivent être indexés sur les profits anticipés. Cette liaison est évidemment très imparfaite, et dépend aussi de la structure de financement des entreprises : selon que celles-ci se financent principalement ou accessoirement sur les marchés financiers, le cours de l'action sera un indicateur plus ou moins précis. L'économiste marxiste Anwar Shaikh a exhibé une spécification qui montre que cette relation fonctionne relativement bien pour les Etats-Unis⁹. Il en va de même dans le cas français : entre 1965 et 1995, l'indice de la Bourse de Paris est bien corrélé avec le taux de profit.

Mais cette loi a été clairement enfreinte dans la seconde moitié des années 90 : à Paris, le CAC40 a par exemple été multiplié par trois en cinq ans, ce qui est proprement extravagant. Ce bond en avant n'a fait que renforcer les illusions sur les réussites virtuelles des *start-ups* pour conduire à une nouvelle forme de fétichisme financier. On retrouve ici l'analyse classique du livre 2 du *Capital* de Marx sur le capital porteur d'intérêts mais aussi les phénomènes psychologiques que Zola décrivait déjà dans *L'argent*. Dans ces périodes d'euphorie, les financiers sont saisis d'une sorte de schizophrénie : quelque chose en eux leur dit que c'est trop beau pour être vrai, certains d'entre eux ne sont pas dupes, mais la fuite en avant semble donner raison à ceux qui pensent que tout est possible, et que les limites ont été déplacées par les nouvelles technologies. De plus, le délire financier récent était en quelque sorte légitimé par l'idée que la « nouvelle économie » et Internet avaient transformé les règles du jeu. Le nombre d'abonnés ou de connectés était devenu un indicateur anticipé fiable des profits à venir, et l'« exubérance irrationnelle » dénoncée par Alan Greenspan serait validée *a posteriori*.

La rationalité décidément très particulière qui se met à jouer dans ce genre de situation exprime l'essence même de la concurrence entre capitaux : si je ne prends pas le risque, alors quelqu'un d'autre va le faire à ma place, et rafler la mise. Les millions de francs, de marks et de dollars

⁹ Anwar M. Shaikh, « The Stock Market and the Corporate Sector : A Profit-Based Approach », *Working Paper* n°146, The Jerome Levy Economics Institute <<http://www.levy.org/docs/wrkpap/pdf/146.pdf>>

déversés à l'aveuglette dans le financement des *start-ups* étaient nécessaires de ce point de vue pour occuper le terrain, même si une bonne partie d'entre eux l'ont été à fonds perdus. En dépit de la vacuité de projets bien souvent dépourvus de toute logique économique, il fallait investir, à défaut d'anticiper sur les nouvelles règles du jeu et de discerner, parmi les « jeunes pousses » celles qui pourraient s'installer dans la durée. Cette forme très particulière d'efficacité implique des gaspillages massifs, que l'on dénoncerait comme scandaleux dans n'importe quel autre domaine.

Le retournement boursier doit donc être interprété comme une forme de rappel à l'ordre de la loi de la valeur qui se fraie la voie, sans se soucier des modes économiques. Que dit cette loi ? Deux choses assez simples : qu'il n'y a de valeur que celle créée par le travail, et qu'on ne peut distribuer plus de valeur que celle qui a été créée. Cette loi n'exclut pas les phases d'envol boursier, parce qu'elle introduit une distinction élémentaire entre les flux de revenus et les plus-values correspondant à la valorisation des patrimoines. La richesse virtuelle peut évoluer de manière parfaitement extravagante tant qu'elle ne prétend pas être convertie en pouvoir d'achat et donner lieu à des revendications de revenus incompatibles avec la création de valeur réelle. La capitalisation boursière d'une entreprise, autrement dit la valeur totale de ses actions, peut fluctuer au gré des achats et ventes sur le marché, mais reste en tant que telle une grandeur parfaitement virtuelle.

Les titres financiers doivent être considérés comme des droits de prélèvements, des « à-valoir » sur la richesse produite. C'est pourquoi leur prix est largement artificiel. Pas complètement, puisqu'il y a des gens qui achètent des actions, et d'autres qui les revendent, ou (quelquefois) en émettent. Mais la majorité de ces transactions est virtuelle : dès lors qu'on vend des actions Vivendi pour acheter des actions France Telecom, le cours auquel se font ces échanges est relativement conventionnel. Ces prix d'un genre particulier pourraient aussi bien être multipliés par mille, comme s'ils étaient libellés en une monnaie spéciale, multiple des monnaies réelles. La chute récente des cours boursiers donne quelquefois lieu à des commentaires journalistiques disant par exemple que 2000 milliards de dollars ont disparu dans la récente baisse. Ce sont des formules approximatives car ces dollars n'ont jamais vraiment existé, ils n'étaient que la valeur « faciale » de morceaux de papiers ou de lignes de comptabilité électronique, les titres financiers.

Mais il y a quand même des « nœuds de conversion » entre la sphère financière et la sphère réelle qui interdisent une divergence durable. Tout dépend au fond de ce que l'on fait des revenus des actifs financiers. Tant que ceux-ci sont intégralement réinvestis, les patrimoines croissent en dehors de tout lien matériel avec la sphère réelle et l'écart peut potentiellement devenir infini. Mais si une partie des droits de tirage qui correspondent aux revenus financiers cherchent à se porter dans la sphère réelle, autrement dit à s'échanger contre des biens et services, ce transfert doit se plier à la loi de la valeur ou plus prosaïquement à celle de l'offre et de la demande. Imaginons en effet que ce nouveau pouvoir d'achat ne trouve pas de contrepartie du côté de la production, et ne réussisse pas non plus à « déplacer » la demande salariale. L'ajustement se fait alors par les prix, ce qui revient à dévaloriser les revenus, y compris les revenus financiers. C'est ce qui explique d'ailleurs la grande sensibilité des rentiers à l'inflation, puisque le rendement réel de leur patrimoine dépend d'elle. Mais si une telle dévalorisation se produit, elle se communique à l'évaluation des patrimoines et le cours des titres doit alors baisser pour s'ajuster au revenu réel qu'ils procurent. Ce scénario est typiquement celui d'une crise des fonds de pension, quand toute une génération de retraités passe en même temps de la situation d'épargnant qui achète des titres à celle de retraité, qui vend des titres pour financer sa consommation.

Le retour du réel renvoie en fin de compte à l'exploitation des travailleurs, qui est le véritable « fondamental » de la Bourse. Les capitalistes et les rentiers en ont une conscience déformée. Ils sont certes persuadés que leur argent est doté d'une capacité autonome à faire des petits, qui dépend des bienfaits du marché et de la bonne santé de l'économie en général, du dynamisme des secteurs de pointe, et de leur habileté gestionnaire en particulier. Les acteurs de la finance ne se représentent pas cette source de richesse comme une captation de valeur au détriment des salariés, mais les plus professionnels d'entre eux en ont malgré tout une intuition assez précise.

C'est ce que montre par exemple la sensibilité des marchés financiers à toute bonne nouvelle pour les salariés en matière d'emploi ou, pire, de progression salariale.

Dans les discussions sur la nature du capitalisme contemporain, cette nouveauté d'un profit sans accumulation est relativisée et rapportée à la financiarisation qui est invoquée afin de rendre compte de la non-reprise de l'accumulation en dépit d'un taux de profit élevé. Le taux de profit augmenterait effectivement, mais il serait grignoté par le capital financier, de telle sorte que le « vrai » taux de profit resterait insuffisant. Outre le fait que ce n'est que partiellement vrai - et que ça l'est de moins en moins à mesure que le temps passe - une telle présentation tend à inverser l'ordre des déterminations en confondant l'extraction de la plus-value et sa répartition, l'effet et la cause, et donc la question et la réponse. Le fait à expliquer – la question posée – porte sur la croissance de la plus-value non accumulée. La réponse ne peut pas être que cette croissance s'explique par celle de la sphère financière, qui est une modalité de redistribution de la plus-value. C'est au contraire la croissance de la sphère financière qui s'explique par celle de la plus-value non accumulée. Plutôt que de présenter la financiarisation comme une ponction sur le profit global, qui l'empêcherait de s'investir productivement, il faut l'envisager sous l'angle de la distribution de cette plus-value. Où va-t-elle en tant que valeur extraite à travers le processus d'exploitation ?

Dans la version soustractive de la financiarisation, tout se passe comme si elle s'évanouissait dans une « sphère spéculative » détachée du cycle du capital. Dans la version matérialiste, elle est redistribuée à travers les circuits compliqués de la croissance pour être finalement consommée par les détenteurs de revenus financiers. Sur un plan plus théorique ces deux approches symétriques de la finance renvoient d'ailleurs à deux théories de la valeur et du profit. La première est additive, en ce sens que le profit global est la somme de ses incarnations, profit industriel d'un côté et profit financier de l'autre, de sorte que l'on peut construire une sorte de théorie du portefeuille, très en vogue : le taux d'accumulation serait faible parce que le profit financier étant supérieur au profit industriel, les capitalistes préféreraient spéculer plutôt qu'investir. Cette critique du capitalisme est sans doute populaire, mais sur le fond très formaliste, car elle repose sur un véritable fétichisme de la finance selon laquelle la Bourse est un moyen de créer de la valeur au même titre que l'exploitation du travail.¹⁰ Dans la version matérialiste, la valeur est créée préalablement à sa répartition, et c'est la raréfaction de lieux d'accumulation rentable qui engendre la redistribution de plus-value sous forme de revenus financiers, et non la finance qui s'oppose ou se substitue à l'investissement productif. La sortie de la phase régressive se heurte ainsi à des obstacles bien plus fondamentaux que le parasitage financier qui doit plutôt être considéré comme un symptôme de ces difficultés.

4. Les coordonnées de la domination impérialiste

L'autre grande illusion était que le nouveau paradigme allait s'étendre au reste du monde. Là encore, ce pronostic reposait sur une ignorance des spécificités de la nouvelle économie des Etats-Unis. Ses deux principaux ressorts étaient en effet les suivants : d'une part, une croissance de la propension à consommer, avec une chute du taux d'épargne des ménages de près d'un point chaque année ; d'autre part, un boom technologique sous-tendu par un effort d'investissement soutenu. Même dans la nouvelle économie, il est difficile d'épargner moins et d'investir plus sans un besoin de financement croissant. Là non plus, l'économie des Etats-Unis n'a pas pu s'affranchir de ces lois anciennes et c'est finalement les entrées de capitaux européens et japonais (ou rapatriés au moment de la crise financière) qui sont venus financer le cycle « high tech » sur la base d'une réaffirmation de la domination états-unienne.

¹⁰ Michel Husson, « Contre le fétichisme de la finance », *Critique communiste* n°149, 1997
<<http://hussonet.free.fr/finance.pdf>>

Cette configuration n'est ni harmonieuse ni stable car elle repose sur des déséquilibres structurels qui ne sont gérés que par des effets de domination. Le premier grand écart concerne la consommation privée. Les Etats-Unis se caractérisent par une situation tout à fait exceptionnelle, puisque les ménages se sont mis à consommer une fraction croissante de leur revenu, qui avoisine maintenant les 100 %¹¹. Ce dynamisme de la consommation est d'ailleurs le principal moteur de la fameuse « nouvelle croissance », mais il n'est pas soutenable. Certains consomment beaucoup parce qu'ils considèrent que les plus-values virtuelles réalisées en Bourse équivalent à une constitution d'épargne, d'autres s'endettent pour consommer, voire pour jouer en Bourse. La prospérité récente repose donc sur un fort volume d'endettement privé. Le recul de Wall Street, en révélant que la base de ces calculs était fautive devrait se traduire par une augmentation du taux d'épargne (qui s'est déjà légèrement amorcée), par la ruine de certains ménages, bref par une moindre progression de la consommation. On peut très bien imaginer un scénario catastrophe d'une vague de faillites personnelles qui conduiraient à une chute de la consommation et de la demande intérieure. La spéculation immobilière peut pendant un temps soutenir l'activité intérieure aux Etats-Unis mais tout dépendra en dernière instance de la gestion de la balance des paiements.

Le second grand écart est en effet celui qui se manifeste par un déficit de la balance courante qui atteint en 2001 environ 450 milliards de dollars, soit 4,5 % du PIB. Cela signifie que l'épargne mondiale en provenance du reste du monde se substitue à l'épargne intérieure pour financer la croissance aux Etats-Unis. Jusqu'ici, cela pouvait être considéré comme relativement « sain », puisque les capitaux excédentaires en provenance d'Europe et du Japon allaient financer le boom de la « nouvelle économie ». Cet afflux de capitaux a par ailleurs été nourri par la fuite des marchés émergents et est soutenu par un dollar fort et une rentabilité élevée. Mais les choses sont en train de changer. L'investissement s'est retourné, de telle sorte que les nouveaux capitaux financent de la consommation, ce qui ne peut tenir très longtemps, d'autant plus que la rentabilité chute et que la baisse du dollar devient plausible.

Cette configuration est instable, et elle l'est encore plus après le 11 septembre. Tout indique que l'orientation de Bush consiste à donner à l'économie des Etats-Unis les moyens d'une croissance maintenue, quel que soit le prix à payer par le reste du monde. La politique des Etats-Unis va se dérouler dorénavant autour du slogan « croissance chez nous à tout prix » ce qu'illustre le tournant protectionniste et l'amorce de baisse compétitive du dollar. La disparition de l'excédent budgétaire et les mesures protectionnistes unilatérales prises sur l'acier, l'agriculture ou les médicaments génériques confirment cette volonté. Dans ces conditions, il peut paraître utile de réduire le déficit extérieur, et le moyen le plus simple est d'autoriser une baisse du dollar. Ce qu'on perd en entrée de capitaux, on le gagne en parts de marché. Cette dévaluation de fait du dollar risque d'avoir sur la croissance européenne des effets similaires à ceux qui ont découlé au Japon d'une surévaluation durable du yen, et on aurait donc tort d'apprécier favorablement la remontée de l'euro à l'égard du dollar. Il n'y a pas de solution coopérative à ces difficultés, le succès de l'opération dépend en grande partie de l'évolution des rapports politiques entre Europe et Etats-Unis, et de la capacité de ces derniers à faire payer par le reste du monde le soutien de leur propre conjoncture. C'est pourquoi aussi le clivage Europe/Amérique va devenir l'axe central de ces tensions dans les années à venir.

Cette nouvelle politique souligne l'assise fragile de la domination US que l'on peut synthétiser comme suit : de manière assez inédite, l'impérialisme dominant n'est pas exportateur de capitaux et sa suprématie repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux venant financer son accumulation et reproduire les bases technologiques de cette domination. Il s'agit donc d'un impérialisme prédateur, plutôt que parasite, dont la grande faiblesse est de ne pas pouvoir proposer un régime stable à ses vassaux. Le Japon a ainsi vu sa capacité de croissance autonome brisée par la surévaluation du yen imposée par les Accords de Plaza de

¹¹ Sur cette limite et d'autres, voir Wayne Godley, *Seven Unsustainable Processes*, The Levy Economics Institute, 2000 <<http://www.levy.org/docs/stratan/sevenproc.html>>

1985 et son économie végète depuis dix ans. Quant à l'Union européenne, elle ne s'est au fond jamais fixé un tel objectif.

Pour établir un lien plus direct avec la guerre en Irak, il faut introduire une autre caractéristique du capitalisme contemporain qui se déduit de cette analyse rapide, à savoir son incapacité à proposer un modèle de diffusion des bienfaits supposés de la mondialisation. Ce modèle inégalitaire, anti-social et excluant ne dispose du coup d'aucune légitimité. Il est donc condamné à s'imposer par des formes plus ou moins euphémisées de violence ; et en face, faute d'alternatives suffisamment construites, le refus risque de prendre la forme d'une montée des intégrismes religieux, communautaires ou nationalistes.

La guerre contre l'Irak se situe dans le droit fil de ce délire. Son lien avec l'économie ne peut être analysé selon des schémas mécanistes où l'intervention servirait à relancer l'économie US, à faire baisser le prix du pétrole ou, dans une version encore un peu plus paranoïaque à assurer la suprématie du dollar sur l'euro¹². Aucune de ces déterminations ne peut vraiment rendre compte de l'intervention en cours. Celle-ci renvoie au fond à la nature déséquilibrée et asymétrique de l'impérialisme contemporain, et à l'incapacité qui en découle à dominer par d'autres moyens que la violence.

Ces considérations conduisent à revenir sur la théorisation erronée élaborée autour du concept d'Empire. Même si la « nouvelle économie » est pour l'essentiel restée cantonnée aux Etats-Unis, les représentations dont elle était porteuse ont rapidement diffusé à l'échelle du monde, donnant lieu à un discours flou et largement incantatoire, typique d'une certaine prospective qui ne considère qu'un aspect des choses et l'extrapole indûment à la totalité observée. Les concepts de réseau informationnel, de production immatérielle, d'économie du savoir conduisent tout droit à une représentation du monde où les structures de pouvoir, notamment les Etats-nations, perdraient rapidement toute consistance. Parmi les théoriciens de ce nouvel universalisme, on est en droit de rassembler Castells, Rifkin, mais aussi Hardt et Negri¹³, dont la thèse essentielle s'exprime ainsi : « Nous proposons le concept d'Empire pour désigner le dispositif global contemporain. L'Empire désigne avant tout la nouvelle forme de souveraineté qui a succédé à la souveraineté étatique : une forme de souveraineté illimitée, qui ne connaît plus de frontières ou plutôt qui ne connaît que des frontières flexibles et immobiles »¹⁴. Cette approche peut sembler aller de soi, en ce début de siècle scandé par les sommets de l'OMC ou du G8. Pour rester sur le terrain de l'économie, cet universalisme est cohérent avec une représentation qui fait de la « nouvelle économie » un paradigme appelé à se généraliser à l'ensemble du monde, comme avaient pu le faire auparavant le taylorisme et/ou le fordisme. On a vu que ce pronostic est plus que contestable, parce qu'il passe complètement à côté de la structure de l'économie mondiale actuelle. Certes, la globalisation, telle qu'elle s'incarne dans les stratégies des grands groupes multinationaux, tend à constituer un véritable marché mondial. Si ce processus était suffisamment harmonieux, on pourrait considérer qu'il place l'économie mondiale sous la « gouvernance » d'un condominium de grandes puissances qui formerait ce gouvernement impérial. Or, la réalité est bien différente et le processus de mondialisation du capital se combine avec une réaffirmation des Etats-Unis comme puissance dominante. C'est encore plus évident sur le plan militaire : l'Empire n'est pas une nébuleuse au pouvoir réel mais diffus, c'est un état-major organisé de manière très hiérarchique et le sommet de ce pouvoir pyramidal ne se trouve pas n'importe où, mais à Washington.

Les modalités concrètes de la nouvelle économie sont donc venues balayer la thèse du nouveau mode de régulation universel dont la principale erreur était d'ignorer l'asymétrie fondamentale existant entre les Etats-Unis, d'une part, et l'Europe et le Japon, de l'autre. Cette erreur est

¹² William Clark, « The Real Reasons for the Upcoming War With Iraq: A Macroeconomic and Geostrategic Analysis of the Unspoken Truth », 2003 <<http://www.ratical.org/ratville/CAH/RRIraqWar.html>>

¹³ Manuel Castells, *L'Ere de l'information*, Editions Fayard. I : la société en réseau, 1998 ; II : le pouvoir de l'identité, 1999 ; III : fin de millénaire, 1999. Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès*, La Découverte, 2000. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.

¹⁴ Michael Hardt et Antonio Negri, « La multitude contre l'Empire », *ContreTemps* n°2, septembre 2001.

systematisée dans le concept d'« Empire » avancé par Hardt et Negri qui sous-estime absolument l'une des données majeures des années à venir, à savoir un creusement de ce que l'on appelait dans le temps les contradictions inter-impérialistes.

5. Pas de solutions technologiques aux contradictions du capitalisme

Dans la littérature sur la nouvelle économie, le lien entre nouvelles technologies et productivité va de soi. Mais l'une des caractéristiques les plus frappantes des gains de productivité obtenus aux Etats-Unis est leur extraordinaire concentration, non seulement dans les industries des technologies de l'information, mais dans la seule industrie informatique qui représente à peine 1 % de l'ensemble de l'économie. Les résultats de Robert Gordon montrent qu'en dehors de ce secteur, la productivité n'a pas progressé plus vite entre 1995 et 1999 qu'elle ne l'avait fait entre 1972 et 1995¹⁵. Gordon retourne l'argument sur la baisse des prix des équipements pour en déduire que l'utilité marginale de la puissance supplémentaire des ordinateurs a baissé. Les effets de l'informatisation iraient donc en décroissant et l'essentiel serait derrière nous. Internet n'a pas dopé les ventes de micro-ordinateurs dont la progression s'explique bien par la baisse des prix relatifs. Les services rendus par Internet sont indéniables, mais ils se développent en prenant la place d'activités existantes, voire en les dédoublant.

Une autre manière de questionner le lien entre innovations technologiques et gains de productivité est alors de montrer que ces derniers résultent de méthodes très classiques d'intensification du travail et d'augmentation du degré d'exploitation des travailleurs. Si on analyse de plus près les transformations induites par Internet, on s'aperçoit qu'elles n'ont qu'un rôle accessoire dans la genèse des gains de productivité. La commande en ligne ne fait gagner au mieux qu'une journée par rapport au remplissage d'un formulaire ou à la consultation d'un catalogue, pour une réactivité qui est rarement supérieure. Ce qui se passe ensuite dépend essentiellement de la chaîne d'assemblage et de la capacité à mettre en œuvre une fabrication modulaire. La viabilité de l'ensemble dépend au bout du compte des circuits d'approvisionnement matériels. A partir du moment où elles ne sont pas elles-mêmes transmissibles par Internet (logiciel, morceau de musique, livre électronique), les marchandises commandées doivent bien circuler en sens inverse. Mais cela dépend surtout du degré d'intensification du travail et des transports. L'essentiel des gains de productivité ne découle donc pas du recours à Internet mais de la capacité à faire travailler les salariés avec des horaires ultra-flexibles (sur la journée, sur la semaine ou sur l'année, en fonction du type de produit) et à intensifier et fluidifier les réseaux d'approvisionnement, avec une prime aux livraisons individuelles et au transport routier.

Il y a là une hypothèse essentielle, qui consiste à dire que les nouvelles technologies ne sont pas en soi une source de productivité qualitativement nouvelle. En revanche, elles suscitent des gains de productivité considérables qui sont obtenus par un processus d'externalisation des coûts qui n'est d'ailleurs pas vraiment nouveau lui-même. Le « zéro stock » est une norme de gestion qui a été introduite depuis une bonne dizaine d'années et à laquelle les nouvelles technologies vont donner un élan nouveau. Mais cet objectif est atteint en grande partie en reportant le coût du stockage sur les conditions de travail. D'une organisation de la production où les horaires sont fixes et où les stocks permettent d'ajuster le flux de production aux fluctuations de la demande, on passe à une organisation effectivement nouvelle, où les stocks sont réduits au minimum, et où l'ajustement se fait par flexibilisation ou annualisation du temps de travail. Les nouvelles technologies rendent plus faciles cette mutation, mais la source d'économie de coût réside en fin de compte dans l'intensification et la flexibilisation du travail.

On peut faire confiance aux nouveaux entrepreneurs pour réduire au minimum leurs dépenses et pour chercher à imposer leurs revendications extravagantes en matière d'organisation du travail. Mais, même dans ces conditions, il aurait dû sembler évident que bien des projets ne pouvaient accéder à la rentabilité. C'est ce que les multiples faillites de « start-ups » prometteuses sont venu

¹⁵ « Work in progress », *The Economist*, 24 juillet 1999.

démontrer. Ce sont des arguments très classiques de rentabilité qui ont rattrapé la « nouvelle économie » et décidé de la viabilité de ces entreprises. Le recours aux nouvelles technologies n'était pas en soi une garantie.

On voit donc que tout débat sur la « nouvelle économie » est soumis à une représentation idéologique de la technique, qui vient constamment faire obstacle à une étude raisonnée de ce qui est vraiment nouveau. Cette idéologie est d'autant plus puissante qu'elle prend appui sur la fascination exercée par des technologies effectivement prodigieuses. Mais, du coup, elle biaise toutes les interprétations dans le sens d'une sous-estimation systématique du rôle des processus de travail. Que ce soit délibéré ou non, le résultat est atteint lorsque les enjeux sociaux des nouvelles technologies sont repoussés dans les coulisses, au rang des vieilles questions sans intérêt. On fabrique ainsi une représentation du monde, où les travailleurs du virtuel deviennent l'archétype du salarié du XXI^{ème} siècle, alors que la mise en œuvre par le capital de ces nouvelles technologies fabrique au moins autant d'emplois peu qualifiés que de postes d'informaticiens. Malgré tous les discours grandiloquents sur les *stock options* et l'association de ces nouveaux héros du travail intellectuel à la propriété du capital, les rapports de classe fondamentaux sont toujours défavorables au travail. La dévalorisation permanente du statut des professions intellectuelles, la déqualification ininterrompue des métiers de la connaissance, tendent à reproduire un statut de prolétaire très classique, et s'opposent ainsi totalement à des schémas naïfs de montée universelle des qualifications et d'émergence d'un nouveau type de travailleur.

6. Le mythe du capitalisme cognitif

La vague idéologique suscitée par la « nouvelle économie » a monté avec les cours boursiers mais ne redescendra pas aussi vite qu'eux. Elle a donné lieu à des théorisations très systématiques, et pour cela séduisantes, qui allaient à la racine des choses en soutenant que les nouvelles technologies rendraient obsolète la théorie de la valeur-travail¹⁶. La détermination par le travail socialement nécessaire de la valeur des marchandises ne correspondrait plus à la réalité actuelle des rapports sociaux de production. Ce qui est identifié comme réellement nouveau dans la « nouvelle économie », c'est bien cette perte de substance de la loi de la valeur qui conduit à une mutation profonde, voire à un auto-dépassement du capitalisme. Les nouvelles technologies introduiraient de ce point de vue quatre grandes transformations dans la production des marchandises : rôle de la connaissance, immatérialité, reproductibilité, indivisibilité.

Le thème de l'immatérialité porte à la fois sur les processus de travail et le produit lui-même. Une bonne partie des marchandises de la « nouvelle économie » sont des biens et services immatériels, ou dont le support matériel est réduit à sa plus simple expression. Qu'il s'agisse d'un logiciel ou d'un fichier de musique enregistré, ou encore mieux d'une information, la marchandise moderne tend à devenir « virtuelle ». Tout cela est vrai, au moins partiellement, mais dépourvu de toute implication théorique pertinente. Un tel constat ne peut troubler que les partisans d'un marxisme primitif où, sous prétexte de matérialisme, la marchandise est une chose. La montée des services aura au moins permis de liquider cette forme vétuste d'incompréhension de la forme valeur. Ce qui fonde la marchandise, c'est un rapport social très largement indépendant de la forme concrète du produit. Est marchandise ce qui est vendu comme moyen de rentabiliser un capital.

Le rôle de la connaissance est invoqué en des termes très voisins par des théoriciens qui prétendent dépasser Marx. Mais, ici encore, pauvre Marx ! Après lui avoir prêté la thèse selon laquelle la marchandise est une chose, voilà qu'on lui fait dire que le travail est un geste. Sa théorie serait donc mise à mal par l'activité intellectuelle des travailleurs, et l'économie de la connaissance invaliderait la théorie de la valeur-travail. Il faut donc supposer que celle-ci ne

¹⁶ Parmi les exposés les plus systématiques, on citera : Antonio Negri, *Exil*, Mille et une nuits, 1998 ; Enzo Rullani, « Le capitalisme cognitif : du déjà-vu ? », *Multitudes* n°2, 2000 ; Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès*, déjà cité.

s'applique qu'à une « économie de l'ignorance » où des milliers de bras frappent l'enclume (sans trop réfléchir) pour produire des choses en fer. Mais le travail de l'informaticien salarié échapperait décidément à cette théorie obsolète. Comme s'il s'agissait d'une découverte de remarquer que le capitalisme peut s'approprier l'ensemble de l'activité et des forces productives incarnées dans le travailleur concret !

Marx a écrit, notamment dans les *Grundrisse* des pages saisissantes sur ces questions, qui tranchent avec la platitude de ses « dépasseurs ». On peut même penser qu'il anticipe sur les progrès ultérieurs de l'automation quand il écrit par exemple que « le travail immédiat en tant que tel cesse d'être le fondement de la production, puisqu'il est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et régulation ; tandis que le produit cesse d'être créé par le travailleur immédiat, et résulte plutôt de la combinaison de l'activité sociale que de la simple activité du producteur »¹⁷. Dans le même registre, il est étonnant de lire sous sa plume que « plus le capital fixe se développe sur une large échelle, plus la continuité du processus de production, ou le flux constant de la reproduction, devient une condition et une contrainte extérieure du mode de production capitaliste »¹⁸, tant cette proposition trouve un écho dans les analyses contemporaines des processus de travail.

L'idée d'une dématérialisation de la production est également présente, lorsque Marx affirme que « le travailleur n'insère plus, comme intermédiaire entre le matériau et lui, l'objet naturel transformé en outil »¹⁹, de telle sorte que le travail est réduit « à une pure abstraction ». Dans ces conditions, « ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse », mais plutôt « le développement de l'individu social »²⁰.

Sur tous ces points, les partisans de l'économie de la connaissance, de Negri à Drucker en passant par Rifkin²¹, disent au fond la même chose, fautive, à savoir que la connaissance est un nouveau facteur de production qui ferait éclater le tête-à-tête entre le capital et le travail. Une autre caractéristique de la « nouvelle économie » est la reproductibilité à coût très faible d'un nombre croissant de marchandises. De manière stylisée, ces marchandises nécessitent un investissement de conception très lourd, mais leur production est ensuite presque gratuite. Du dernier CD de Michael Jackson à la plus récente molécule anti-Sida, on peut donner de nombreux exemples de cette configuration. Or, elle entre en contradiction avec la logique de rentabilisation du capital, en raison d'une autre véritable nouveauté. Une fois que le produit a été conçu, la mise de fond n'est plus nécessaire pour les nouveaux entrants, pirates de logiciels ou fabricants de médicaments génériques. On n'est pas dans ce cas de figure avec des produits comme par exemple l'habillement ou la coiffure : on peut copier le modèle ou le procédé, cela ne réduit pas les coûts de production dans la même proportion : il faut encore fabriquer le vêtement ou effectuer la coupe de cheveux, et s'équiper pour cela. La marque, le prestige et la publicité réussiront plus ou moins bien à rentabiliser la mise de fonds initiale. Mais avec les nouveaux produits, le phénomène change de nature. Si je pouvais copier et vendre ses logiciels à prix coûtant, j'emporterais le marché et réduirais à néant les investissements de Microsoft. La « nouvelle économie » est donc le domaine du brevet, de la propriété intellectuelle renforcée, et des innovations régressives qui cherchent à annuler les possibilités de l'innovation précédente, notamment en matière de « copiabilité » des produits. Que faut-il en conclure ? Que le calcul marchand et la loi de la valeur sont dépassés et qu'on entre irrésistiblement dans le royaume de l'abondance et de la gratuité ? La technique nous permettrait donc de dépasser le capitalisme en douceur, par une multitude de petites innovations venant le priver de sa substance. Le capital et l'entreprise seraient solubles dans la connaissance et la communication et toute une série de

¹⁷ Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Editions Anthropos, 1968, tome 2, p.226-227.

¹⁸ Karl Marx, idem, p.219.

¹⁹ Karl Marx, idem, p.221.

²⁰ Karl Marx, idem, p.221-222.

²¹ Antonio Negri, *Exil*, déjà cité ; Jeremy Rifkin, « D'ici vingt-cinq ans, la propriété sera une idée démodée », entretien, *L'Expansion* n°630, 12 Octobre 2000 ; Peter Drucker, « The next society », *The Economist*, 1er Novembre 2001.

discours prophétiques ne se privent pas de pousser jusqu'à la limite, et donc jusqu'à l'absurde, ces tendances observables.

Pour s'épargner les bévues récurrentes de la prospective, il faut adopter un point de vue un tout petit peu plus dialectique consistant à dire deux choses à la fois. Première proposition : oui, ça change ! Les transformations sont indéniables et on ne se laissera pas prendre à soutenir qu'il n'y a « rien de nouveau sous le soleil ». Mais, justement, et c'est la deuxième proposition, ces transformations doivent passer à la moulinette capitaliste. On n'en garde que ce qui convient au plein essor de la marchandise, et toutes les potentialités réelles que recèlent ces innovations doivent être formatées pour entrer dans le moule étriqué de la marchandise. C'est que les nouvelles technologies présentent des dangers redoutables pour le capitalisme, au premier rang desquels la gratuité des produits et la polyvalence du travail. La gratuité, ou au moins la tarification publique, telle est la conséquence rationnelle de la structure de coûts caractéristique de la « nouvelle économie », avec dépenses en amont très fortes et coût individuel pratiquement nul. En amont, on trouve une dépense socialisée qui peut être la mise de fonds nécessaires pour produire une nouvelle molécule ou la rétribution raisonnable d'artistes qui ne seraient plus payés à la pièce ; en aval, la distribution se fait selon des tarifs qui n'ont plus qu'un rapport élastique avec le coût. Dans la production elle-même, les transformations du travail rendent possible une extension nouvelle de la polyvalence et une maîtrise des salariés sur l'ensemble du processus de travail.

On peut alors réfléchir aux manières socialement les plus efficaces d'exploiter jusqu'au bout le potentiel de la « nouvelle économie », ce qui est tout le contraire d'une attitude tendant à nier sa nouveauté. Mais qu'on ne vienne pas dire qu'il s'agit d'un processus linéaire de dépassement du capitalisme, ou que celui-ci fonctionnerait d'ores et déjà selon d'autres lois que cette chère vieille valeur-travail. Au contraire, ce système va résister à l'innovation et s'efforcer de les plier aux exigences de la régulation marchande ; le capitalisme ne se transforme pas pour l'essentiel, mais cherche à transformer l'innovation en marchandise. C'est lui faire bien trop de crédit, et manquer une critique fondamentale, que de postuler qu'il peut assimiler n'importe quelle implication des transformations en cours. On peut même soutenir la thèse inverse, selon laquelle le capitalisme sous-utilise systématiquement les innovations qu'il introduit par ailleurs à jet continu.

7. Le mythe du post-salariat

L'un des éléments qui a particulièrement ravi les capitalistes et qui pour eux est l'une des plus délicieuses surprises de la « nouvelle économie », c'est la possibilité de flirter avec le plein emploi sans que cela entraîne des augmentations de salaires. Là encore, c'est à terme une illusion, mais cette configuration renvoie à un projet relativement cohérent, qui vise à transformer simultanément le statut de salarié et les modalités de sa rémunération. La référence aux nouvelles technologies sert ici de justification à l'approfondissement des politiques néolibérales de flexibilisation à outrance. Il faut le répéter : dans un grand nombre de cas, les gains de productivité ne découlent pas directement de l'introduction des nouvelles technologies mais des transformations dans l'organisation du travail dont elles ont été le prétexte. La « nouvelle économie » est mise à profit pour valider une nouvelle forme de segmentation du salariat dont les justifications sont en grande partie idéologiques.

La théorisation à la mode consiste à dire que le salaire n'est pas une forme de rémunération adaptée aux nouvelles formes de travail et notamment du travail de conception et d'encadrement. Le modèle est ici le « créatif » qui travaille nuit et jour sur le projet de *start-up* et renonce aux progressions de salaires en échange de stock options. Cette apologie du risque, « la valeur des valeurs » selon les idéologues du Medef²², se heurte cependant à de nombreuses limitations. D'abord, il s'agit d'une forme de prime réservée à une frange du salariat, trop étroite pour constituer une base sociale stable. Ensuite, cette nouvelle formule d'association capital-travail est

²² Le « Mouvement des entreprises de France » est l'organisation du patronat français.

directement indexée sur les cours de Bourse. Elle a donc eu son heure de gloire entre 1995 et 2000 et le repli des cours boursiers lui a fait perdre beaucoup de ses arguments.

C'est par l'intermédiaire des retraites que le cœur du salariat est concerné. Tous les projets de « réforme » consistent en effet à geler la répartition et à la « compléter » par des formes de rémunération financière. Un tel système aurait le triple intérêt de dévaloriser un peu plus le travail, de faire prendre en charge par les salariés une partie du risque lié à l'activité d'entreprise, et enfin de segmenter un peu plus le salariat. Mais là encore, le retournement de la Bourse coupe l'herbe sous le pied des arguments minables d'escrocs à l'assurance. Enfin, la partie la plus fragile du salariat reste évidemment à l'écart de ces nouvelles formes de rémunération qui n'ont donc pas de justification universelle.

La « nouvelle économie » a sans aucun doute fourni au capitalisme l'occasion de marquer des points mais ne lui aura pas permis de fonder une nouvelle légitimité du rapport capital-travail. Aux Etats-Unis, on a vu que les salaires ont finalement réagi à la meilleure conjoncture. En Europe, la part salariale cesse de reculer. En France, le gel des salaires s'est accompagné d'une réduction du temps de travail qui entraîne un surcroît de créations d'emplois. Dans le même temps, les replis boursiers retirent une bonne partie des arguments en faveur de rémunérations financiarisées : il va être difficile de proposer aux salariés d'accepter de l'épargne salariale en lieu et place du salaire. Il s'agit là d'un véritable échec, qui sanctionne la fragilité de l'idéologie du capitalisme patrimonial et de ses théorisations hâtives et approximatives²³. Aux Etats-Unis, de nombreux salariés sont déjà des retraités pauvres en puissance, notamment quand ils ont placé leurs retraites en actions de firmes qui ont fait faillite. La revendication salariale ne reviendra peut-être pas tout de suite sur le devant de la scène, mais ce sera dans ce cas pour d'autres motifs que les illusions financières largement dissipées.

8. La logique de la marchandisation

Maintenant que les illusions sur la « nouvelle économie » ont été en partie dissipées, il convient de se demander comment il faut caractériser la phase actuelle du capitalisme. Faut-il parler de capitalisme mondialisé, financiarisé, patrimonial, actionnarial ou cognitif ? Chacun de ces adjectifs désigne évidemment une facette de la réalité observable mais devient faux s'il est pris comme détermination unique. Ainsi la mondialisation financière est l'instrument d'une réorientation beaucoup plus profonde. Elle se déploie sur la base d'une rupture fondatrice de la norme salariale : la consommation des salariés n'est plus l'élément dynamique de la demande, et la reproduction d'ensemble nécessite une « troisième demande » alimentée par la distribution de revenus financiers.²⁴ Nous ne sommes pas face à un système gangrené par le parasitisme financier mais face à un système offensif, dont la dynamique est portée par cette entreprise de marchandisation générale. Bourse, Action, patrimoine et finance il y a, mais ce sont les formes accompagnatrices de cette évolution bien plus fondamentale. Comme on l'a vu, le concept de capitalisme cognitif surestime quant à lui les capacités du capital de soumettre à sa logique les nouvelles potentialités technologiques et, par bien des côtés, cet oubli des contradictions rejoint un certain « harmonicisme » régulationniste²⁵.

Les analyses qui précèdent conduisent à désigner le processus de marchandisation comme la tendance principale du capitalisme contemporain. Il tend à affirmer sa nature profonde, en se débarrassant de toutes les « rigidités » qui font obstacle à la mise en œuvre de sa logique fondamentale. Il proclame haut et fort sa revendication de pouvoir porter jusqu'à ses limites la soumission au profit. C'est donc la marchandisation du monde qui est à l'ordre du jour, même si

²³ Voir notamment Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, déjà cité.

²⁴ Michel Husson, « L'inadéquation des besoins à l'offre comme obstacle à l'expansion », *Economie et Sociétés* n°28, 7-8/2001 <<http://hussonet.free.fr/wave2000.pdf>>

²⁵ Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? » in Jacques Bidet et Eustache Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001 <<http://hussonet.free.fr/regula99.pdf>>

ce projet est profondément contradictoire, à tel point qu'il est permis de penser que le retournement boursier aura marqué la fin de l'apogée néo-libérale.

Certes, il n'existe pas de chef d'orchestre clandestin, de quartier général de la mondialisation, de complot ni de gouvernement mondial. La tendance à la marchandisation est née dans la recherche improvisée de réponses à la crise ouverte au milieu des années 70. Elle combine des bricolages théorisés après coup, des affrontements sociaux, des programmes politiques, des théorisations. Mais la force du projet découle en partie de la manière dont ce bric-à-brac s'est peu à peu consolidé en dessinant progressivement les lignes de force d'une entreprise, voire totalitaire : les réformes du marché du travail, l'érosion de la protection sociale et des services publics, le basculement des retraites sur les fonds de pension, la dérégulation des mouvements de capitaux - financiers ou non - le brevetage de toute chose mais aussi du vivant : tout s'additionne et tout se renforce. C'est cette tendance à la remarchandisation qui est centrale et qui caractérise le capitalisme contemporain. L'adjectif de néolibéral exprime assez bien cette dialectique entre l'ancien et le nouveau par laquelle c'est au nom de la modernité que le capital revendique le droit de revenir en arrière, pour fonctionner aussi librement qu'à ses origines.

Cela concerne au premier chef la force de travail que le patronat voudrait ramener à un statut de pure marchandise. La « refondation sociale » du Medef exprime bien cette ambition. Il s'agit au fond de n'avoir à payer le salarié qu'au moment où il travaille pour le patron, ce qui signifie réduire au minimum et reporter sur les finances publiques les éléments de salaire socialisé, remarchandiser les retraites, et faire disparaître la notion même de durée légale du temps de travail. Tel est le projet, même si, heureusement, nous n'en sommes pas arrivés à la régression sociale absolue qu'il implique.

Au niveau mondial, le processus de constitution d'un marché mondial est mené de manière systématique mais se heurte à de profondes contradictions. Le fantasme renvoie à la négation des différentiels de productivité qui font obstacle à la formation d'un espace de valorisation homogène. Cet oubli conduit à des effets d'éviction pervers qui impliquent l'élimination potentielle de tout travail qui ne se hisse pas d'emblée aux normes de rentabilité les plus élevées, celles que le marché mondial tend à universaliser. Les pays sont alors fractionnés entre deux grands secteurs, celui qui s'intègre au marché mondial, et celui qui doit en être tenu à l'écart. Il s'agit là d'un anti-modèle de développement et l'une des nouveautés de l'impérialisme contemporain est de ne plus viser à réellement pénétrer l'ensemble du monde. Ce processus de dualisation des pays du Sud est strictement identique à ce que l'on appelle exclusion dans les pays du Nord.

9. La reproduction difficile

Ce processus d'ultra-marchandisation recèle cependant plusieurs contradictions. Pour que le capitalisme fonctionne de manière relativement harmonieuse, il lui faut un profit suffisant, et des débouchés. Mais cela ne suffit pas, et une condition supplémentaire doit être satisfaite, qui porte sur la forme de ces débouchés : ils doivent correspondre aux secteurs susceptibles, grâce aux gains de productivité induits, de rendre compatible une croissance soutenue avec un taux de profit maintenu. Notre thèse de fond est que cette adéquation est constamment remise en cause par l'évolution des besoins sociaux.

Dans la mesure où le blocage salarial s'est imposé comme le moyen privilégié de rétablissement du profit en Europe, la croissance possible était a priori contrainte. Mais ce n'est pas la seule raison, qu'il faut plutôt trouver dans les limites de taille et de dynamisme de ces nouveaux débouchés. La multiplication de biens innovants n'a pas suffi à constituer un nouveau marché d'une taille aussi considérable que la filière automobile, qui entraînait non seulement l'industrie automobile mais les services d'entretien et les infrastructures routières et urbaines. L'extension relativement limitée des marchés potentiels n'a pas non plus été compensée par la croissance de la demande. Il manquait de ce point de vue un élément de bouclage important qui devait mener des gains de productivité à des progressions rapides de la demande en fonction des baisses de

prix relatives induites par les gains de productivité. Il faut citer ici les travaux d'Appelbaum et Schettkat²⁶ qui montrent de manière convaincante que « l'élasticité de la demande de nombreux biens de consommation durables par rapport aux prix s'est relâchée avec le temps, au fur et à mesure que les ménages devenaient plus prospères et, donc, avaient accumulé davantage de ces biens ».

On assiste ensuite à une dérive de la demande sociale, des biens manufacturés vers les services, qui correspond mal aux exigences de l'accumulation du capital. Le déplacement se fait vers des zones de production (de biens ou de services) à faible potentiel en productivité. Dans les coulisses de l'appareil productif aussi, les dépenses de services voient leur proportion augmenter. Cette modification structurelle de la demande sociale est à nos yeux l'une des causes essentielles du ralentissement de la productivité qui vient ensuite raréfier les opportunités d'investissement rentables. Ce n'est pas parce que l'accumulation a ralenti que la productivité a elle-même décéléré. C'est au contraire parce que la productivité – en tant qu'indicateur de profits anticipés – a ralenti, que l'accumulation est à son tour découragée et que la croissance est bridée, avec des effets en retour supplémentaires sur la productivité. Un autre élément à prendre en considération est également la formation d'une économie réellement mondialisée qui, en confrontant les besoins sociaux élémentaires au Sud avec les normes de compétitivité du Nord, tend à évincer les producteurs (et donc les besoins) du Sud.

Dans ces conditions, la distribution de revenu ne suffit pas, si ceux-ci se dépensent dans des secteurs dont la productivité – inférieure ou moins rapidement croissante – vient peser sur les conditions générales de la rentabilité. Comme le transfert n'est pas freiné ou compensé en raison d'une relative saturation de la demande adéquate, le salaire cesse en partie d'être un débouché d'accompagnement, et doit donc être bloqué. L'inégalité de la répartition au profit de couches sociales aisées (au niveau mondial également) représente alors, jusqu'à un certain point, une issue à la question de la réalisation du profit.

L'enlisement du capitalisme dans une phase dépressive résulte donc d'un écart croissant entre la transformation des besoins sociaux et le mode capitaliste de reconnaissance, et de satisfaction, de ces besoins. Mais cela veut dire sans doute que le profil particulier de la phase actuelle mobilise, peut-être pour la première fois dans son histoire, les éléments d'une crise systémique du capitalisme. On peut en effet faire l'hypothèse que le capitalisme a épuisé son caractère progressiste en ce sens que sa reproduction passe dorénavant par une involution sociale généralisée. En tout cas, on doit constater que ses capacités actuelles d'ajustement se restreignent, dans ses principales dimensions, technologique, sociale et géographique.

Notre interprétation du « paradoxe de Solow » suggère qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite : l'insuffisance de l'accumulation représente un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ; l'imbrication croissante entre l'industrie et les services au cœur même de l'appareil productif contribue à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ; l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajoute un facteur spécifique d'inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers des services à moindre productivité.

Si la technologie ne permet donc plus de modérer la satisfaction des besoins sociaux sous l'espèce de marchandises à forte productivité, cela veut dire que l'adéquation aux besoins sociaux est de plus en plus menacée et que les inégalités croissantes dans la répartition des revenus deviennent la condition de réalisation du profit. C'est pourquoi, dans sa dimension sociale, le capitalisme est incapable de proposer un « compromis institutionnalisé » acceptable, autrement dit un partage équitable des fruits de la croissance. Il revendique, d'une manière complètement

²⁶ Eileen Appelbaum & Ronald Schettkat, « Emploi et productivité dans les pays industriels », *Revue internationale du travail*, vol.134 n°4-5, 1995.

contradictoire avec le discours élaboré durant « l'Age d'or » des années d'expansion, la nécessité de la régression sociale pour soutenir le dynamisme de l'accumulation. Il semble incapable, sans modification profonde des rapports de force, de revenir de lui-même à un partage plus équilibré de la richesse.

Enfin, du point de vue géographique, le capitalisme a perdu sa vocation d'extension sans limites. L'ouverture de vastes marchés potentiels après la chute du Mur de Berlin n'a pas constitué le nouvel Eldorado imaginé, et donc pas non plus le « choc exogène » salvateur. La structuration de l'économie mondiale tend à renforcer les mécanismes d'éviction en contraignant les pays du Sud à un impossible alignement sur des normes d'hyper-compétitivité. De plus en plus, la figure harmonieuse de la Triade est remplacée par des rapports conflictuels entre les trois pôles dominants. Le dynamisme récent aux Etats-Unis ne jette pas les bases d'un régime de croissance qui pourrait ensuite se renforcer en s'étendant au reste du monde. Ses contreparties apparaissent de plus en plus évidentes sous forme d'étouffement de la croissance en Europe et encore plus au Japon. C'est pourquoi, le prochain retournement cyclique sera probablement accompagné d'une montée des tensions entre les pôles dominants de l'économie mondiale et d'une instabilité accrue de cette dernière.

Bref, les possibilités de remodelage de ces trois dimensions (technologique, sociale, géographique) susceptibles de fournir le cadre institutionnel d'une nouvelle phase expansive semblent limitées et cette onde longue est vraisemblablement appelée à s'étirer dans la faible croissance. Pour reprendre une formule célèbre, le fordisme a sans doute représenté « le stade suprême du capitalisme », ce qu'il avait de mieux à offrir. Le fait qu'il retire ostensiblement cette offre marque de sa part la revendication d'un véritable droit à la régression sociale.

Cette lecture de la crise permet d'éclairer de manière rétroactive la trajectoire de l'économie capitaliste depuis un demi-siècle. Le mouvement de fond est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d'importants gains de productivité vers une demande de services souvent collectifs et peu susceptibles d'être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l'automobile. Dans la mesure où la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d'une bonne partie de l'humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque déni de production à l'échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. Un tel processus se déroule évidemment dans le temps long des transformations structurelles et il ne peut évidemment être convoqué comme explication du déclenchement de la crise. Mais c'est lui qui sous-tend la grande transition vers un capitalisme qui accumule peu et creuse les inégalités. Ce repérage des obstacles à l'accumulation permet de comprendre pourquoi la reprise récente était de nature cyclique et qu'elle ne préfigurait donc pas une nouvelle phase d'expansion soutenue.

10. Nouvelle économie, nouvelle onde longue ?

Cette conclusion synthétique s'inspire de la théorie des ondes longues, élaborée notamment par Ernest Mandel²⁷. Elle a souvent été déconsidérée par des interprétations simplificatrices qui appellent deux précisions. La première est qu'il ne suffit pas d'attendre 25 ou 30 ans. Si Mandel parle d'onde plutôt que de cycle, c'est bien que son approche ne se situe pas dans un schéma vulgaire généralement attribué – et probablement à tort – à Kondratieff, de mouvements réguliers et alternés des prix et de la production²⁸. L'un des points importants de la théorie des ondes longues est de rompre la symétrie des retournements : le passage de la phase expansive à la phase dépressive est endogène, alors que le passage de la phase dépressive à la phase

²⁷ Voir Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus*, déjà cité ; *Long waves of capitalist development*, second revised edition, Verso, 1995.

²⁸ Nicolas D. Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, Economica, 1992.

expansive est exogène. Dockès et Rosier²⁹ ont critiqué cette distinction, de manière assez rhétorique, en rappelant que la lutte de classes n'est pas extérieure au fonctionnement du capitalisme, position que Mandel n'a évidemment jamais soutenue. L'idée clé, d'ailleurs compatible avec les thèses de Dockès et Rosier, est que le passage à la phase expansive n'est pas donné d'avance et qu'il faut reconstituer un nouvel ordre productif. Cela prend le temps qu'il faut, et il ne s'agit donc pas d'un cycle, comme le *business cycle*, dont la durée peut être reliée à la durée de vie du capital fixe.

Il ne suffit pas non plus de rétablir le taux de profit. Les ondes longues ont quelque chose à voir avec le taux de profit, évidemment. Mais cela ne veut pas dire que la phase expansive se déclenche automatiquement dès que le taux de profit franchit un certain seuil. C'est là une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut que la manière dont est rétabli le taux de profit apporte une réponse adéquate à d'autres questions portant notamment sur la réalisation. Mandel parlait du taux de profit comme d'un indicateur synthétique des diverses conditions à remplir, et c'est précisément une caractéristique du capitalisme d'aujourd'hui d'avoir restauré le profit sans répondre de manière satisfaisante à ces autres questions. En particulier, l'adéquation entre offre rentable et structure de la demande sociale n'est pas assurée de manière durable.

La théorie des ondes longues est avant tout un cadre permettant de penser l'histoire du capitalisme. Celui-ci se transforme en permanence tout en restant sur le fond strictement invariant. C'est cette dialectique entre les rapports essentiels et les formes historiques d'incarnation qu'il faut penser. Les contradictions du capitalisme ne se manifestent pas toujours avec la même force : il y a des périodes où le capitalisme fonctionne de manière relativement harmonieuse, d'autres où sa trajectoire est incertaine et chaotique. Le capitalisme contemporain n'est pas le même que celui des Trente glorieuses. Ces questions ne sont pas différentes de celles qui ont fondé le programme de travail d'origine des régulationnistes, et qu'ils ont progressivement abandonné³⁰.

La théorie des ondes longues est ainsi un cadre de reformulation de la baisse tendancielle du taux de profit. Pour aller vite, les phases expansives se caractérisent par un taux de profit croissant ou stabilisé, en raison d'une évolution relativement harmonieuse des trois composantes du taux de profit que sont la productivité du travail, le salaire réel et l'intensité capitalistique. Sous certaines conditions, de telles configurations peuvent s'installer de manière relativement durable. Mais, quels que soient les arrangements du capitalisme, il finit par buter sur ses contradictions. La tendance à la socialisation des années 60 est finalement venue buter sur la baisse du taux de profit. C'est en cela que le retournement est endogène. Ensuite, la phase dépressive doit être consacrée au rétablissement du profit et à la mise en place d'un cadre assurant sa reproduction à un niveau convenable.

Sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de croissance durable ? Pour répondre à cette question, on peut énoncer de manière très synthétique les ingrédients d'une phase expansive : un niveau suffisamment élevé du taux de profit et la reprise de l'accumulation comme conditions immédiates ; un environnement relativement stable, notamment du point de vue de la structuration de l'économie mondiale, assurant les conditions de maintien du taux de profit à ce niveau élevé. Ce premier ensemble de conditions définit un schéma de reproduction établissant qui achète ce qui est produit. Il faut y ajouter des exigences de légitimité sociale qui définit un « ordre productif » et garantit la reproduction générale du modèle.

Depuis la contre-révolution néolibérale, les débats oscillent entre deux conceptions. Certains insistent sur la cohérence de ce projet, d'autres sur ses imperfections et notamment l'instabilité financière. Périodiquement, on annonce la mise en place d'un nouveau modèle. Le taux de profit

²⁹ Pierre Dockès et Bernard Rosier, *Rythmes économiques. Crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte/François Maspero, 1983.

³⁰ Michel Husson, « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? », déjà cité.

a retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Les nouvelles technologies sont là. N'est-on pas entré dans un nouvel ordre productif ?

La spécificité absolument inédite de la phase actuelle est précisément que le rétablissement du taux de profit n'a pas permis de « relever » aucune des autres courbes du capitalisme. Le taux d'accumulation, le taux de croissance du PIB et celui de la productivité du travail sont tous à la baisse alors que le taux de profit grimpe. Certes, la phase plus récente de la « nouvelle économie » a en partie comblé l'écart aux Etats-Unis, où on a pu constater un redressement des trois courbes : accumulation, croissance et productivité. Mais c'est, comme on l'a vu, un rétablissement très limité dans le temps et dans l'espace. Bref, malgré le rétablissement du taux de profit, le capitalisme mondial n'est pas entré dans une nouvelle phase expansive. Il lui manque essentiellement trois attributs : un ordre économique mondial, des terrains d'accumulation rentable suffisamment étendus et un mode de légitimation sociale.

Une telle conjoncture ne remet pas en cause la théorie des ondes longues, puisque celle-ci ne pronostique pas un redémarrage automatique tous les 50 ans. La phase actuelle est particulièrement étirée, faute de boucler sur un ordre productif cohérent et sur une structuration stable de l'économie mondiale. L'anti-capitalisme peut alors renaître sur la base du manque de légitimité du modèle.

La grille théorique proposée ici peut être rapidement située par rapport à d'autres approches. Elle ne s'oppose pas en tant que telle à l'approche régulationniste initiale et présente bien des points communs quant aux questions posées et à son principe général : pour bien fonctionner, le capitalisme a besoin d'un ensemble d'éléments constitutifs de ce que l'on peut appeler un mode de régulation, un ordre productif ou une période historique. L'important est de combiner l'historicité et la possibilité de schémas de reproduction relativement stables. Mais il faut se séparer des travaux régulationnistes de la deuxième génération placés sous le signe de l'harmonie spontanée et soucieux avant tout de dessiner les lignes d'un nouveau contrat social, comme si c'était la logique spontanée de fonctionnement du capitalisme, et comme si celui-ci disposait en permanence d'un stock de modes de régulation où il faudrait seulement l'encourager à choisir le bon.

Cette approche se distingue également d'interprétations marxistes trop monocausales. On a signalé celle qui faisait du taux de profit instantané l'alpha et l'oméga de la dynamique du capital, mais il faut aussi prendre ses distances avec une place trop grande donnée à la technologie. Dans la théorie des ondes longues, il existe un lien organique entre la succession d'ondes longues et celle des révolutions scientifiques et techniques. Mais cette mise en relation ne peut se ramener à une vision néo-schumpeterienne où l'innovation serait en soi la clé de l'ouverture d'une nouvelle onde longue. De ce point de vue, les mutations liées à l'informatique constituent à n'en pas douter un nouveau « paradigme technico-économique » – pour reprendre la terminologie de Freeman et Louçã dans leur remarquable ouvrage³¹ – mais cela ne suffit pas à fonder une nouvelle phase expansive. Il est d'autant plus urgent de se distinguer des versions scientistes du marxisme que les avocats du capitalisme le reprennent de fait à leur compte en feignant de croire que la révolution technologique en cours suffit à définir un modèle social cohérent.

La théorie des ondes longues débouche donc sur une critique radicale du capitalisme. Si celui-ci a autant de mal à jeter les bases d'un ordre productif relativement stable et socialement attractif, c'est qu'il est confronté à une véritable crise systémique. D'une certaine manière, il ne prospère plus que dans la négation d'une grande partie des besoins sociaux. Arrivé à ce stade, les pressions qu'on peut exercer sur lui pour le faire fonctionner autrement, le réguler, doivent être tellement fortes qu'elles se distinguent de moins en moins d'un projet global de transformation sociale. En se radicalisant, le capitalisme engendre une nouvelle radicalité anticapitaliste.

³¹ Christopher Freeman et Francisco Louçã, *As time goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press, 2002.

Face à ce capitalisme qui ressemble de plus en plus à son concept, l'aspiration à un peu de régulation est légitime. Mais il faut se garder d'une double erreur d'appréciation. Il faut d'abord ne pas confondre le besoin de re-régulation avec l'illusion de la régulation qui consiste à penser que ce système est rationnel et se laissera donc convaincre par un argumentaire bien construit. Une variante de cette illusion serait de se fixer la tâche impossible de séparer le bon grain de l'ivraie et de procurer une nouvelle raison d'être au capitalisme en le débarrassant de l'emprise de la finance. Ensuite, il faut admettre que la critique du capitalisme actuel ne peut se faire au nom d'un fordisme mythifié auquel il s'agirait de le ramener. Il n'est bien sûr pas interdit de s'appuyer sur les acquis sociaux et la légitimité dont ils jouissent, mais c'est parfaitement insuffisant.

Le dépassement de ces deux obstacles dessine une stratégie dont les intentions sont assez claires : la résistance à la marchandisation capitaliste conduit peu à peu à la construction d'une nouvelle légitimité, fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité et de gratuité. Parce qu'il refuse de répondre positivement à des demandes élémentaires et revient sur des droits acquis, le radicalisme du capital engendre ainsi une nouvelle radicalité des projets de transformation sociale.